



**Benoît  
SEILLER**

60 ans, marié, père de 3 enfants.

Habitant à Scharrachbergheim-Irmstett. Professeur des écoles à Molsheim. Militant depuis des décennies pour la langue alsacienne. Candidat aux départementales en 2015. Responsable de la section Mossig/Kochersberg d'Unser Land. Membre du GSTM : association locale d'aide au développement en Afrique.

Remplaçant:

**ROBERT EBEN**

71 ans, marié, père de 3 enfants.



Habitant de Mutzig. Opticien lunetier retraité. Professeur d'atelier à l'Institut Supérieur d'Optique à Nancy.



**Richarde  
HILD**

55 ans, mère de 2 enfants.

Habitante de Grendelbruch. Secrétaire comptable, trésorière de l'association périscolaire de Wangen. Défenseur passionnée du droit local et de l'Alsace. Engagée à Unser Land depuis la réforme territoriale de 2015 qui a supprimé la Région Alsace.

Remplaçante:

**MICHÈLE ZITVOGEL**



Habitante de Duppigheim. Retraitée, ancienne assistante de direction. Curateur auprès du tribunal d'Illkirch Graffenstaden, Président-Fondateur du

Judo-Club de Duppigheim, correspondante des DNA, co-organisatrice conférences Alsace UTL Molsheim.

# 's Elsass, unser Land!\*

Pour notre pays, notre terre et nos libertés!

\*L'Alsace, notre terre!

## Stop Grand Est, en avant l'Alsace!

En 2015, François Hollande a décidé de supprimer la région Alsace. Alors qu'une grande partie de la classe politique locale a finalement accepté cette réforme à la fois incohérente et anti-démocratique, des dizaines de milliers de citoyens se sont mobilisés aux côtés d'Unser Land afin que l'Alsace ne disparaisse pas. En janvier dernier, les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont été réunis dans une nouvelle entité dénommée « Collectivité européenne d'Alsace » (CEA). C'est une première victoire, mais ne soyons pas dupes : la CEA n'est rien d'autre qu'un simple département aux compétences limitées. D'autre part, l'Alsace est toujours noyée dans le Grand Est. Tout reste à faire !

## Prenons notre destin en main

Justice sociale, politique de santé, maintien de l'emploi, sécurité, démocratie participative, préservation de l'environnement, maîtrise de la mondialisation : il faut agir... mais encore faut-il avoir en les moyens ! Or, dans ce pays, presque tout est décidé à Paris, loin des réalités du terrain. Des Gilets Jaunes au COVID, l'État s'est montré incapable de résoudre les crises récentes. Aussi, nous devons décider en Alsace des choses qui nous concernent, comme le font nos voisins suisses et allemands. Dans les six années à venir, l'Alsace doit devenir une collectivité à statut particulier, disposant d'une réelle autonomie et gérant directement les impôts que nous versons.

## L'identité: une fierté, un atout

Alsaciens d'origine et d'adoption, nous formons un peuple, avec une histoire, une langue et une identité partagées. Pour redevenir une région prospère et dynamique, l'Alsace doit préserver et transmettre cette identité aux jeunes générations ainsi qu'aux nouveaux arrivants. Nous mettons en place un plan de reconquête de notre langue, pour que l'Alsace redevenue une région vraiment bilingue et puisse bénéficier des atouts économiques et culturels qui en découlent.

## Pour une société juste et durable

Nous subissons une société de consommation où la recherche du profit immédiat et du moindre coût passent avant le respect de la personne humaine, du lien social, de l'identité, de la culture et de l'environnement. Ce modèle destructeur n'est plus supportable. Face à ce problème global, nous pouvons et devons agir de façon locale. Au sein de la CEA, nous structurerons et soutiendrons toutes les initiatives qui créent de l'emploi local, du lien social et qui s'enracinent dans notre territoire. Nous développerons une écologie positive qui respecte les identités ainsi que la ruralité.



mouvement alsacien

# Nos engagements pour l'Alsace

- Exiger une sortie immédiate du Grand Est et créer une vraie collectivité Alsace à statut particulier avec des pouvoirs étendus en matière d'éducation et de culture, de santé, d'économie, de transports et d'aménagement du territoire.
- Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne sur tous les sujets locaux. Modifier les modes de scrutin pour une meilleure représentativité des élus et plus de démocratie.
- Défendre et développer le Droit Local, notre régime d'assurance maladie, nos deux jours fériés supplémentaires, le repos dominical et le statut des cultes (Concordat).
- Co-officialiser l'alsacien et l'allemand standard et en généraliser l'enseignement.
- Développer les transports ferroviaires locaux et transfrontaliers.
- Soutenir l'autonomie des personnes âgées et l'accès au soin pour tous.
- Garantir une gestion saine et transparente des finances publiques.
- Promouvoir une économie agile et solidaire : les filières locales, les coopératives, les projets d'économie sociale et solidaire, l'insertion par le travail et les aides à la reconversion professionnelle.
- Développer les filières des énergies renouvelables, l'agriculture durable et les circuits courts.

## pour le canton de Molsheim

- Favoriser les commerces de proximité et garantir aux habitants de nos villages le retour des services administratifs locaux.
- Préserver les compétences des petites communes au sein des communautés de communes afin de répondre efficacement aux problématiques locales.
- Dans les Ehpad, garantir un encadrement soignant suffisant et veiller à ce que les protocoles sanitaires soient respectueux des libertés et des besoins des résidents et de leur famille.
- Sauvegarder les espaces naturels existants et recréer des zones favorisant la biodiversité.
- Consolider l'entretien et la sécurité de nos routes départementales.
- Promouvoir la signature, par les communes du canton, de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Créer des crèches immersives ou bilingues en alsacien ; introduire des activités en alsacien dans les périscolaires.
- Analyser les dossiers dans un souci constant de l'intérêt des habitants du canton.

## *Für unser Land, unsere Heimat und unsere Freiheiten!*

2015 wurde die Region Elsass abgeschafft. Während viele heimische Politiker dies akzeptierten, mobilisierten sich Zehntausende von Bürgern an unserer Seite, damit das Elsass nicht verschwinde. Nun wurde die Europäische Gebietskörperschaft Elsass (CEA) gegründet — ein erster Sieg — doch hat sie nur begrenzte Kompetenzen, während das Elsass immer noch im Grand Est untergeht.

Soziale Gerechtigkeit, Gesundheit, Arbeitsplätze, Sicherheit, Mitbestimmung, Umweltschutz, Globalisierung: Wir müssen handeln! Aber fast alles wird in Paris entschieden. Wir sollen darüber entscheiden, was uns betrifft, wie die Schweizer und Deutschen. Das Elsass soll eine Gebietskörperschaft mit einer echten Autonomie werden.

Als gebürtige und zugezogene Elsässer sind wir ein Volk, mit einer gemeinsamen Geschichte, Sprache und Identität. Um wieder wohlhabend und dynamisch zu werden, muss das Elsass diese Identität bewahren und an die jüngeren Generationen sowie an Neuankömmlinge weitergeben. Wir werden einen Plan zur Rückgewinnung unserer Sprache aufstellen, damit das Elsass wieder zweisprachig wird und davon profitiert.

In der Konsumgesellschaft haben sofortiger Profit und niedrigste Kosten Vorrang vor dem Respekt für Menschen, soziale Bindungen, Identität, Kultur und Umwelt. Dieses Modell ist nicht mehr tragbar. Wir können und müssen lokal handeln. Innerhalb der CEA werden wir alle Initiativen unterstützen, die Arbeitsplätze und soziale Bindungen schaffen und in unserem Gebiet verwurzelt sind.

VU LES CANDIDATS — NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

**Le 20 juin prochain,  
c'est **2 voix** pour Unser Land**

**Élections régionales:  
une voix pour dire STOP  
au Grand Est**

**Élections départementales:  
une voix pour dire OUI  
à une Alsace autonome**

**Unser  
Land**



**mouvement alsacien**